



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 8 AU 15 NOVEMBRE 2017

Suite au communiqué publié hier par la MONUSCO en amont de l'appel à des manifestations par plusieurs organisations politiques et de la société civile, la Mission rappelle que le calme et la retenue doivent prévaloir dans de telles situations.

La MONUSCO réitère son attachement au respect des libertés fondamentales, dont la liberté de réunion et de manifestation qui sont inscrites dans la Constitution congolaise (article 26).

En même temps, la MONUSCO appelle à agir de façon responsable et de s'abstenir de recourir à la violence sous toutes ses formes.

Un nouveau programme de stabilisation a été lancé hier 14 novembre, dans la plaine de la Ruzizi et les hauts et moyens plateaux de Mwenga et Uvira dans la province du Sud-Kivu. Une région où les tensions intercommunautaires sont élevées et où les conflits sont exacerbés par la présence d'une multitude de groupes armés et de milices.

En réponse, ce projet, et c'est sa spécificité, va mettre le dialogue démocratique, grâce à un processus permanent de consultations, au cœur de toutes les activités prévues dans les domaines de la sécurité foncière, la gouvernance sécuritaire, la réinsertion socioéconomique, le genre et les violences sexuelles et basées sur le genre.

Au total ce sont 114 000 personnes qui devraient bénéficier des retombées de ce projet destiné à identifier des solutions de paix et favoriser ainsi la stabilité des institutions et le relèvement économique de la zone.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation qui est coordonnée par la MONUSCO et le programme national de stabilisation et de reconstruction STAREC.

Son budget est de 7 millions de dollars et il sera exécuté par l'ONG ALERT international en partenariat avec 9 ONG locales.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org- tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Activités des composantes de la MONUSCO :

Information publique :

La section de l'Information publique et les sections DDR, Affaires politiques & PACEC Electoral, Unité de planification, Affaires civiles de la MONUSCO, en partenariat avec le Conseil de la jeunesse du Tanganyika ont organisé le jeudi 9 novembre 2017 au quartier général de la MONUSCO, une séance d'information à l'intention d'environ 50 jeunes membres de diverses associations, dont 7 femmes.

La rencontre a eu pour but de permettre aux participants de s'approprier le concept de « réduction de violences communautaires », dont le programme est actuellement mis en œuvre par la section DDR de la MONUSCO.

Dans un premier temps, les principes et les modalités de mise en œuvre des projets de réduction de violences communautaires ont été présentées aux participants en se focalisant sur les objectifs, les stratégies, les bénéficiaires, les approches, et les procédures à suivre. Les participants ont ensuite été briefés sur le suivi-évaluation des projets financés par la MONUSCO.

Le délégué de l'ONG AIRD, partenaire d'exécution du projet de réduction de violences communautaires dans la province du Tanganyika a donné un aperçu de son expérience et du travail effectué dans les zones de Nyunzu et Kabalo dans le domaine de la réhabilitation d'infrastructures routières et de construction d'écoles.

Le responsable de la section Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) a insisté sur le fait que les projets ont été conçus essentiellement pour promouvoir la paix, la cohabitation pacifique et la cohésion sociale, rappelant que deux autres partenaires sont parties prenantes au programme CVR, (Programme de Réduction des violences communautaires) dans le Tanganyika. Il s'agit de la CDJP, Commission diocésaine Justice et Paix chargée des comités locaux de paix-Baraza- et l'ONG Save Congo dont les activités sont relatives à l'équipement des radios communautaires et à la sensibilisation.

Indépendamment des questions d'éclaircissements concernant le DDR, les jeunes ont exprimé un réel intérêt à participer à la mise en œuvre des projets CVR, soit comme partenaires d'exécution, soit comme participants dès la conception des projets. La violence en période électorale a été abordée ; la formation et la sensibilisation de la jeunesse ont été recommandées par les jeunes.

Le Bureau de la MONUSCO/ Kalemie apporte son appui à l'organisation du 18 au 19 novembre 2017 du festival sur la paix initié par Search for Common Ground.

L'objectif de cette rencontre est entre autres de rapprocher les jeunes et les leaders distants de la province traumatisés par des tensions violentes intercommunautaires et des crises de confiance ; favoriser la découverte et la reconnaissance des valeurs positives au sein des diverses communautés en les valorisant positivement, créer une opportunité d'échanges culturelles entre artistes des communautés en conflits.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Plusieurs activités sont prévues notamment, deux caravanes motorisées à travers la ville avec des comédiens et artistes musiciens; des ateliers avec les jeunes leaders, les leaders religieux et chefs traditionnels/coutumiers mais aussi avec les artistes sur leurs rôles et responsabilités dans la construction et la consolidation de la paix et deux conférences de presse les 16 et 21 novembre sur les tenants et les aboutissants du Festival mais aussi l'appréciation de Search for Common Ground par rapport à l'engagement des jeunes.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission de protection des civils, une équipe conjointe d'évaluation de la MONUSCO Sud-Kivu s'est rendue, le lundi 13 novembre, à Kalole, dans la chefferie de Wakabangu 1^{er} pour évaluer la situation de la protection des civils dans cette partie du territoire de Shabunda, province du Sud-Kivu.

Plusieurs sections de la MONUSCO, y compris le Bureau Conjoint des Nations Unies des Droits de l'Homme, les Affaires civiles, le DDRRR, ont pris part à cette mission qui est intervenue après des affrontements entre les FARDC et une coalition des groupes armés en octobre dernier.

Sur un autre chapitre, 13 malles remplies de matériel d'examen ont été acheminées par un hélicoptère de la MONUSCO à Kamuesha et à Kamonia afin de permettre aux élèves du Kasai de pouvoir enfin passer les épreuves du test national de fin d'études primaires (TENAFEP) et de Examen d'Etat (Exetat).

Jusqu'à présent en raison de l'insécurité qui prévalait dans cette partie du pays, les finalistes avaient été privés d'examen final.

92 centres d'examen ont été ouverts pour 16 500 élèves finalistes du primaire alors que pour le secondaire, 12 centres seront opérationnels pour 3 600 candidats à l'examen d'Etat.

La Division de la Communication stratégique et de l'information publique de la MONUSCO a également organisé le 14 novembre à Kananga sa rencontre mensuelle dénommée «café de presse» autour du mandat électoral de la MONUSCO, particulièrement dans le Kasai.

A cette occasion, et face aux médias de Kananga, le Chef du Bureau de la MONUSCO au Kasai, Charles Frisby a rappelé le regret de la Mission face au nouveau retard du scrutin présidentiel dû au calendrier récemment publié par la CENI, et se dit prêt à accompagner les acteurs congolais vers des élections apaisées tout en les invitant à la responsabilité et au dialogue constructif dans le cadre des Accords de la Saint-Sylvestre et de la Constitution du pays.

D'autres questions abordées à cette occasion concernaient la protection des civils, l'appui aux médias du Kasai pour une communication sur la paix et le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Affaires civiles :

La section des Affaires civiles de la MONUSCO/ Beni organise, le jeudi 16 novembre 2017, à Mangina, dans le territoire de Beni, une session de formation de renforcement de capacités des acteurs communautaires impliqués dans la protection des civils sur les techniques de collecte, de traitement et de partage des alertes.

Au total, 46 personnes, parmi lesquelles des membres des Comités locaux de protection, des membres de la société civile, les représentants des organisations des femmes et des jeunes, le fonctionnaire délégué, les représentants de l'ANR, de la PNC, et des FARDC, prendront part à cette session qui sera animée par le fonctionnaire délégué, les commandants FARDC et PNC, et le président de la société civile sous la facilitation de la section des Affaires civiles (CAS) de la MONUSCO-Beni.

L'objectif global de cette session, c'est de contribuer à l'amélioration de la situation sécuritaire et de protection des civils à travers le renforcement des capacités des acteurs communautaires dans le domaine de l'alerte précoce, l'extension de mécanismes de protection existants comme les réseaux d'alerte communautaires et les comités locaux de protection.

Les participants à ces assises seront encouragés à partager leurs expériences sur la sécurité et la protection des civils y compris les défis qu'il rencontrent en vue de formuler des suggestions et recommandations susceptibles d'améliorer la situation de sécurité et protection des civils dans la zone de Mangina, où règne une certaine insécurité et où des cas d'enlèvements et où des mouvements de groupes armés sont signalés.

Protection de l'enfant :

Au cours de la semaine dernière, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté 51 violations graves des droits de l'enfant survenues dans le contexte du conflit armé en République démocratique du Congo, et particulièrement dans les régions de l'est et des Kasai.

Les responsables de ces violations sont la milice Kamuina Nsapu et les groupes armés Mayi-Mayi Mazembe, NDC Rénové, FRPI, APCLS, Nyatura, Rahiya Mutomboki, FDLR, Mayi-Mayi Charles et ADF, ainsi que des agents des forces armées congolaises. La milice Kamuina Nsapu (12), les Mayi-Mayi Mazembe (7) et les ADF (6) se placent en tête de liste des plus grands violateurs des droits de l'enfant.

Durant cette période considérée, la violation la plus documentée est le recrutement et l'utilisation d'enfants comme combattants, cuisiniers, concubines, etc. Au total 35 enfants en ont été victimes dont plus de la moitié est âgée de moins de 15 ans. Ce qui constitue un crime de guerre au regard des instruments juridiques internationaux. Il est à noter que plus de 500 allégations de recrutement et utilisation d'enfants par Kamuina Nsapu ont été reçues dans la région des Kasai et sont en cours de vérification. En outre, la section Protection de l'enfant a enregistré des cas de viols et violences sexuelles (cinq filles victimes) et d'enlèvement (huit garçons et trois filles victimes).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Dans la localité de Beni-Butembo, la Section protection de l'Enfant a organisé une séance de formation à l'endroit de 32 officiers de la Police nationale congolaise sur la protection de l'enfant en période de conflit armé. Les participants ont été invités à se conformer aux normes internationales en matière de protection des droits de l'enfant. Chaque officier présent à cette formation a reçu du matériel de sensibilisation et d'information sur la lutte contre le recrutement d'enfants et les autres violations graves commises à l'encontre des enfants.

Activités de l'Equipe-pays :

Le coordonnateur humanitaire approuve une allocation d'urgence pour les déplacés internes :

20 millions de dollars américains viennent d'être alloués par le Fonds humanitaire de la RDC pour répondre, pendant une période de 6 mois, aux besoins humanitaires urgents dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Haut-Katanga.

Les déplacés internes de ces provinces bénéficieront d'un appui pour les abris temporaires et les articles ménagers essentiels, l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire et les intrants agricoles, la prise en charge des maladies, dont la malnutrition ainsi que la protection des populations y compris la prise en charge des victimes des violences sexuelles.

Pour le Sud-Kivu, Les actions seront concentrées dans les territoires de Fizi, de Shabunda et de Kabambare (province du Maniema), en proie à des besoins humanitaires croissants nés des affrontements entre des groupes armés et l'armée congolaise qui se sont intensifiés depuis fin juin 2017. Le territoire de Rutshuru a été ciblé dans la province du Nord-Kivu vu les nombreuses difficultés d'accès physique et sécuritaires nées des violences intercommunautaires entre les Hutus et les Nandes. Quant au Haut-Katanga, les activités seront concentrées dans le territoire de Pweto qui, depuis le mois de février 2017 est envahi par un conflit interethnique entre les Zela et les Twa.

Améliorer la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ex combattants démobilisés en RDC : la FAO clôture la formation « qualifiante » des démobilisés

305 ex-combattants démobilisés viennent d'acquérir des compétences et connaissances utiles pour entreprendre des activités de réinsertion et d'intégration dans leur milieu de retour.

C'est au terme des formations dites qualifiantes, d'une durée de 3 mois, et qui ont consisté à renforcer leurs capacités dans le domaine des cultures vivrières, fruitières, de rente et agroforesterie, conduite des élevages, pêche et pisciculture, confection, montage et réparation des engins de pêche et pisciculture, et organisation des productions en associations d'intérêt professionnelle. Ces formations se sont déroulées dans deux sites, les Centres de préparation de la Réinsertion de Kitona au Kongo central et de Kamina dans le Haut-Lomami.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org – tél. : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Au terme de leur formation au Centre de Kitona, 93 ex combattants ont laissé sur place, grâce aux travaux pratiques des dizaines d'ares de champ d'arachides, de maïs et de manioc ainsi que 90 ares de cultures fruitières (Safoutiers et Moringa), une porcherie, des étangs piscicoles et des fours shorkors. Les 212 ex-combattants formés au Centre de Kamina ont quant à eux bénéficié d'un encadrement pratique de proximité dans le domaine d'agriculture, pêche et pisciculture et élevage.

En rappel, en 2016, 1398 ex combattants démobilisés ont été formés par la FAO dans les domaines de l'agriculture, pêche et élevage, transformation des produits agricoles et de pêche et organisation des productions dans les associations d'intérêt communautaire.

L'activité ci-dessous s'inscrit dans le cadre du projet de formations qualifiantes des ex combattants démobilisés dans les Centres de Préparation de la Réinsertion de Kitona et Kamina, assurées par la FAO en rapport avec le Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration « PNDDR ». Ce programme vise à assurer la réinsertion et la réintégration des ex combattants démobilisés dans la vie civile en leur permettant de développer une activité économique rentable.

Une série des formations en cours d'organisation sur l'étendue du pays pour renforcer les capacités des magistrats, des greffiers et avocats sur diverses matières.

A Bukavu, au Sud-Kivu, 60 magistrats de l'ex-province Orientale, du Nord et du Sud-Kivu, de l'ex Katanga et du Kasai Central seront formés en sur l'administration de la preuve et les réparations civiles dans les dossiers de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. L'objectif de cette formation est de renforcer davantage les capacités des acteurs de la justice aussi bien civile que militaire dans la poursuite et le jugement des crimes internationaux.

Du côté de Goma, 40 greffiers de Juridictions militaires et des secrétaires des Auditorats de plusieurs provinces seront en formation dans le cadre du programme Justice transitionnelle. Le but de cette session de formations est d'améliorer les capacités techniques et professionnelles des greffiers et secrétaires militaires des parquets dans leurs domaines d'attribution respectifs.

25 avocats vont se retrouver à Kisangani dans l'ex-province Orientale pour échanger sur l'assistance judiciaire des personnes poursuivies pour crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. C'est une occasion offerte aux avocats de renforcer leurs connaissances sur les notions de droit pénal international et la jurisprudence interne et internationale en matière des crimes internationaux.

Ces formations sont organisées en collaboration avec le Conseil Supérieur de la Magistrature, l'Ecole de Formation et de Recyclage du Personnel Judiciaire, le PNUD, la MONUSCO/CAP (Cellule d'Appui aux poursuites judiciaires) grâce au financement de l'Union européenne.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Journée mondiale « Une Santé » : la FAO réunit différents partenaires pour réfléchir sur l'approche

En date du 3 novembre 2017, Une vingtaine d'experts nationaux et internationaux des ministères de Pêche et Elevage, de la Santé et de l'Environnement, de l'Association des médecins vétérinaires du Congo ainsi que des délégués de l'OMS, le CDC, l'USAID, l'École de Santé Publique et l'Université pédagogique nationale, de la société civile ont réfléchi sur la possibilité de mettre en place un cadre de collaboration interdisciplinaire de l'approche « Une Santé » sur la lutte contre les maladies zoonotiques prioritaires de la RD Congo. C'était à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale « Une Santé ».

Organisée par la FAO, à travers le Programme d'Action pour la Sécurité Sanitaire Mondiale (PASSM) en Afrique de l'Ouest et Centrale, dans sa composante « Soutien au Programme de sécurité sanitaire mondiale (PASSM) dans la lutte contre les zoonoses et le renforcement de la santé en Afrique », les différents experts se sont engagés à donner au pays, à court terme, une stratégie de réduction des risques de maladies infectieuses, à l'interface Animale-Humaine-Environnementale.

Initiée par la FAO, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation mondiale de Santé Animale (OIE), la Journée mondiale « Une Santé » vise à promouvoir au niveau mondial les différentes initiatives capables de sensibiliser le public et les professionnels sur cette approche qui met en collaboration les disciplines de la santé humaine, animale et environnementale.

La célébration de cette journée intervient après l'apparition récente en RDC de l'épidémie de la maladie à virus Ebola (maîtrisée) qui prend sa source chez l'animal et de la Grippe aviaire ayant des risques en termes de sécurité alimentaire et de la santé publique.

L'OMS a organisé un atelier de sensibilisation sur la résistance aux antibiotiques à Brazzaville :

Vingt-six journalistes de Kinshasa et Brazzaville, deux capitales les plus rapprochées du monde, ont participé mardi à Brazzaville à un atelier de sensibilisation sur la résistance aux antibiotiques qui constitue aujourd'hui une menace majeure pour la santé.

Cette initiative a été lancée par le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique (AFRO) avec la participation des experts de l'OMS dans le but de mieux informer le grand public, avec l'apport des professionnels des médias, sur les risques toujours élevés liés à l'usage inapproprié des antibiotiques, à l'occasion de la semaine mondiale du bon usage des antibiotiques. Onze médias de Kinshasa : Actuaalité.CD, B-One TV, Environews, Numerica TV, Le Memphis Papyrus, Le Phare, Le Potentiel, Radio Okapi, RTNC, Reuters TV et Top Congo FM ont activement participé aux discussions et riches échanges mettant en évidence les enjeux sociaux, médicaux et sanitaires de l'antibiorésistance dans nos sociétés. L'OMS croit que l'action des médias fait partie des moyens d'action stratégiques qui peuvent être mis en œuvre pour mobiliser les pouvoirs publics, les populations et toutes les parties-prenantes en vue de créer un réflexe à la fois salutaire et permanent chez les consommateurs effrénés d'antibiotiques. *“En travaillant ensemble, nous pouvons sensibiliser le public à utiliser les médicaments de façon*

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

appropriée, en éduquant et en préconisant la prévention et le confinement de ces résistances bactériennes qui ont tendance à progresser dangereusement,” a souligné M. Collins Boakye-Agyemang de la communication d’AFRO.

L'épidémie de choléra, qui sévit en RDC depuis le début de l'année en cours, connaît une tendance à la baisse avec moins de 2 000 cas au cours des semaines 43 (du 23 au 29 octobre 2016) et de la semaine 44 (du 30 octobre au 5 novembre 2017).

Toutefois, une augmentation relativement importante du nombre de cas a été observée au cours de la semaine 44 dans les provinces du Kasai (98 cas suspects contre 67 à la semaine 43) et de Lomami (271 cas contre 45 à la semaine 43). Les provinces du Kasai et de Lomami sont les dernières à être touchées par l'épidémie et n'avaient pas été touchées par les épidémies de choléra lors des dix dernières années.

L'arrivée du choléra dans la région du Kasai était prévisible en raison de la vulnérabilité des cinq provinces de la région aux maladies diarrhéiques. Pour le Ministère de la Santé publique et ses partenaires, cette vulnérabilité antérieure a été récemment exacerbée par de violents conflits qui ont occasionné de nombreux mouvements de populations ainsi que des dégradations importantes des structures de prise en charge des malades.

L'OMS et les autres partenaires continuent d'apporter leur appui technique, logistique et en ressources disponibles pour faire face aux besoins toujours croissants en intrants, aux activités de mobilisation sociale, d'engagement des communautés, ainsi que celles relatives à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Depuis le début de l'année en cours, la RDC a enregistré un total cumulé de 44 071 cas suspects avec 882 décès (taux de létalité de 2,0%). *Un appui substantiel en ressources financières demeure une urgence pour endiguer la progression de l'épidémie dans la partie centrale de la RDC (Kasai), qui risque d'être dépassée les moyens de réponse sont insuffisants.*

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Lt-Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernent la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu dans les territoires de Lubero et de Walikale, où les conflits interethniques récurrents et les attaques perpétrées par quelques éléments résiduels des groupes armés amènent la Force de la MONUSCO à de fréquents déploiements pour protéger les populations et intervenir en appui aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Ces déploiements sont conformes au mandat de la force (SC Résolution 2348) afin d'assurer la protection des civils dans les zones caractérisées par un regain de violence avec un dispositif militaire capable de répondre aux attaques et de maintenir une forte pression sur les éléments négatifs.

Ainsi, dans la Province du Nord-Kivu, pour empêcher les violences interethniques à **Vill Miriki** au Sud de Lubero et à **Buleusa** dans le territoire de Walikale, la MONUSCO a promptement activé une Force de réaction rapide depuis sa base de **Kanyabayonga** et faciliter l'extraction de quinze (15) Hutus, venus de **Masisi** et de **Rutshuru** pour rendre visite à leurs proches. Toutes ces personnes délivrées ont été remises aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à **Kanyabayonga** qui les ont ensuite acheminées en toute sécurité vers leurs lieux d'origine, le 11 novembre 2017.

Dans cette même province, des opérations militaires intensives de domination de terrain se poursuivent depuis plusieurs jours à **Burungu**, à partir de la base MONUSCO de **Kitchanga**, afin de maintenir une présence et dissuader les groupes armés d'agir dans cette zone. D'autres patrouilles ont été lancées en direction de **Peti** et **Rushebeshe Kitchanga**, **Tebero** et **Kabalekash** pour protéger les populations contre l'activisme des groupes armés et les rassurer de la présence de la MONUSCO.

La MONUSCO, en liaison avec les autorités provinciales et les parties prenantes de ces régions en proie à ces violences interethniques, favorisera la poursuite des médiations et des réunions d'engagement communautaire en vue de soutenir les efforts pour ramener la paix dans les provinces troublées par ces conflits intercommunautaires.

Enfin, il convient de signaler que l'assistance humanitaire est aussi au centre des activités de la Force en RDC. Environ deux cent personnes, femmes et enfants, majoritairement des élèves, des quartiers **Majengo** et **Bujovu**, ont été consultés et ont reçu des soins gratuits ce mardi 14 novembre 2017 à Goma. Les casques bleus du contingent **bangladaïsi**, accompagnés des médecins militaires **tanzaniens** ont fourni des soins et des médicaments aux populations. En plus, les écoliers ont reçu, en présence du Lt. Général Derrick M. **Mgwebi** Commandant la Force de la MONUSCO, des kits scolaires pour eux-mêmes et pour leurs écoles. L'objectif principal de l'organisation d'une telle activité d'assistance médicale, a indiqué le Commandant de la Force, est de rapprocher davantage la Force de la MONUSCO de la population mais surtout, de voir comment les casques bleus comprennent le service pour la paix et l'assistance pour l'humanité.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : mankambadibaya@un.org - tél : +243 81 709 68 01